



Plan Universités, peut mieux faire !

En 10 ans, le nombre d'étudiants en France a augmenté de près de 350 000 alors que dans le même temps toutes les universités devaient mettre en place un plan d'économie budgétaire qui a entraîné des baisses de budget de l'ordre de 10 à 15%.

Sur cette même période, le nombre de places proposées dans le privé a progressé de 50% absorbant ainsi une grande part de ces nouveaux étudiants (70% d'entre eux).

Ces chiffres témoignent sans ambiguïté du désengagement de l'Etat dans l'enseignement supérieur !

Ainsi, le problème aujourd'hui de l'enseignement supérieur n'est pas de revoir le fonctionnement de la plateforme APB, mais bien de proposer une formation adaptée à tous les étudiants et d'accompagner les jeunes dans leur choix d'orientation dès le lycée.

Aujourd'hui, le défi pour l'Etat est d'être en capacité de proposer une formation de qualité à chaque jeune qui souhaite continuer ses études dans le supérieur dans la filière qu'il souhaite et sans faire de sélection par l'argent.

Face à ces enjeux la réponse proposée par le gouvernement actuel est au mieux inadaptée, au pire hors sujet.

Inadaptée quand la seule réponse apportée par le plan Universités sur l'orientation est d'y associer les enseignants et le conseil de classe.

Arrêtons de tout demander aux enseignants, même ce pour quoi ils ne sont pas formés.

Le conseil de classe est-il habilité à juger de l'avenir des élèves ? Son rôle n'est-il pas plutôt de se concentrer à aider tous les élèves à réussir au cours de leurs années de lycée.

Hors sujet quand ce plan prévoit la création de commissions pour orienter les futurs étudiants sans affectation après les avoir mis sur liste d'attente tout l'été. Quel jeune et quelle famille vont attendre septembre une hypothétique place dans une hypothétique filière adaptée à son projet après avoir passé l'été sur liste d'attente ?

Hors sujet encore que ce plan Universités qui n'englobe pas l'ensemble des formations de l'enseignement supérieur et continue à gérer la pénurie dans toutes les universités de France.

Il est pourtant urgent de repenser l'enseignement supérieur en intégrant non seulement les formations courtes de type BTS ou IUT mais aussi les classes préparatoires.

La question des 200 000 bacheliers de filières professionnelles reste entière sans ouvertures de classes supplémentaires à grande échelle.

La FCPE souhaite une politique ambitieuse qui donne les moyens nécessaires à l'université d'accompagner ses étudiants dans leur parcours.